N°	1	2	9
----	---	---	---

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUTION
INTERDEPARTEMENTALE OISE/SEINE-MARITIME/SOMME
POUR LA GESTION ET LA VALORISATION DE LA
BRESLE**

<p>OBJET :</p> <p>- Travaux sur le rétablissement de la libre circulation des poissons migrateurs</p>	<p>L'an deux mil huit</p> <p>Le vendredi 18 janvier à 10 h, les membres du conseil d'administration légalement convoqués, se sont réunis à Aumale, sous la présidence de M. SENEAL.</p> <p><i>Ce conseil d'administration fait suite à la réunion du CA annulée du 21 décembre 2007, pour laquelle le quorum n'avait pas été atteint.</i></p> <p>Etaient présents ce jour : MM. DUHAMEL, GARRAUD, MAQUET, PECQUERY, SENEAL.</p> <p>Absents excusés : MM. ARCILLON, AUBRY, BIGNON, COET, JUMEL, LACHEREZ, LOIN, LOTTIN, MAUGEZ.</p>
<p>DATE DE LA CONVOCATION :</p> <p>21 décembre 2007 <small>(2^{ème} convocation suite à l'annulation du CA du 21/12/07 faute de quorum)</small></p>	<p><u>- Travaux suite à l'étude « migrants » au titre du L432-6 C. Env.</u></p> <p>M. BILLARD rappelle l'historique de l'étude. Il signale que des projets d'APD ont été envoyés par STUCKY, en octobre dernier, pour ultimes corrections. En décembre, les services de l'EPTB et des départements se sont réunis pour discuter du choix des premiers travaux. Il a ainsi été envisagé que la 1^{ère} tranche pourrait être composée de 2 ouvrages. La déclaration d'intérêt général, nécessaire dans ce type de travaux, serait quant à elle, composée de 5 ouvrages de plus. La DIG devant courir sur 5 ans, elle contiendrait 7 ouvrages de façon à permettre une continuité dans les travaux à réaliser.</p>
<p>NOMBRE DE DELEGUES :</p> <p>En exercice 14</p> <p>Présents 5</p> <p>Votants 5</p>	<p>M. SENEAL évoque la possibilité qui est offerte à l'EPTB de porter la maîtrise d'ouvrage des travaux. Cela entrerait ainsi, dans la continuité de l'étude que porte l'Institution et permettrait la réalisation des ouvrages dans les règles de l'art.</p> <p>M. de LAUZANNE souhaiterait que soit étudié le transfert possible de la propriété des aménagements qui vont être créés.</p> <p>Mme MARQUET explique que la propriété des aménagements n'est peut être pas la priorité, leur bon fonctionnement incombant peut être plus aux services de l'Etat (DISE).</p> <p><i>Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, accepte que l'Institution prenne la maîtrise d'ouvrage des travaux au titre du rétablissement de la libre circulation des poissons migrants et confie au président le soin de mener toutes les démarches indispensables (administrative, juridique, technique) à la réalisation des futurs travaux d'aménagement dans le cadre de cette première DIG.</i></p>

Pour extrait conforme,

Le Président de l'Institution,

Francis SENEAL